

**Assemblée générale**

Soixante-dix-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
24 janvier 2024
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 48^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 7 novembre 2023, à 15 heures

Présidence : M. Marschik (Autriche)**Sommaire**

Point 60 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 68 de l'ordre du jour : Droits des peuples autochtones (*suite*)

a) Droits des peuples autochtones (*suite*)

Point 70 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)

Point 71 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (*suite*)

b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 60 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)

([A/C.3/78/L.26](#) et [A/C.3/78/L.28](#))

Projet de résolution [A/C.3/78/L.26](#) : Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

1. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

2. **M^{me} Rodríguez Mancía** (Guatemala), présentant le projet de résolution, dit que le Guatemala est partie à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967 s'y rapportant. Son pays a adopté la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés et le Pacte mondial sur les réfugiés et entend continuer d'encourager les initiatives prises par le Cadre régional global de protection et de solutions en faveur des réfugiés. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est un partenaire stratégique qui aide à accroître la confiance dans les institutions, à bâtir des relations saines et empathiques afin de répondre aux besoins des réfugiés, en particulier des personnes ayant besoin d'une protection internationale, et à accompagner celles et ceux qui sont aux prises avec des problèmes liés à la mobilité humaine.

3. **Le Président** annonce qu'il a été demandé de procéder à un vote enregistré sur le projet de résolution.

4. **M^{me} Rodríguez Mancía** (Guatemala) s'étonne qu'un vote ait été demandé. Aucun projet de résolution de procédure n'a été mis aux voix depuis la présentation de résolutions de cette nature en 1995, et demander un vote maintenant crée un fâcheux précédent. Le projet de résolution fait référence à la décision 2023/313 du Conseil économique et social, relative à l'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Le Conseil y est prié d'élire, en 2024, le membre qui occupera le siège supplémentaire. L'oratrice invite toutes les délégations à soutenir le projet de résolution et à défendre les procédures qui régissent la Troisième Commission.

5. *Sur la demande du représentant de la Libye, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.3/78/L.26](#).*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bosnie-

Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malawi, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovaquie, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Chine, Lesotho, Somalie.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Brunéi Darussalam, Comores, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Guinée équatoriale, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Namibie, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Tunisie, Viet Nam, Yémen.

6. *Le projet de résolution [A/C.3/78/L.26](#) est adopté par 121 voix contre 3, avec 41 abstentions.*

7. **M. Elsonni** (Libye) dit que sa délégation a demandé le vote enregistré sur le projet de résolution au nom des membres du Groupe des États arabes, qui se sont abstenus lors du vote. Les pays qui souhaitent rejoindre le Comité exécutif du Programme du Haut-

Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, entité respectable qui œuvre à la protection des réfugiés et des victimes de conflits, doivent être très sensibles aux crises qui touchent les réfugiés et défendre les questions humanitaires y afférentes. Cependant, à la 41^e séance de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, concernant la bande de Gaza, le Guatemala a voté contre l'adoption d'un projet de résolution purement humanitaire, [A/ES-10/L.25](#), relatif à la protection des civils et au respect des obligations juridiques et humanitaires, par lequel l'Assemblée générale demandait également la protection du personnel des Nations Unies. En raison de la guerre en cours, les réfugiés palestiniens de Gaza figurent parmi les groupes les plus vulnérables, et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a été pris pour cible par Israël, entraînant la mort de dizaines de membres de son personnel. Le Groupe est donc d'avis que le Guatemala ne remplit pas les critères requis pour rejoindre le Comité exécutif énoncés dans la charte du HCR. En votant contre l'adoption du projet de résolution [A/ES-10/L.25](#), le Guatemala a montré qu'il n'était pas attaché aux valeurs humanitaires qui animent les travaux du Comité exécutif. Le Groupe estime donc que, s'il est élu au Comité exécutif, le Guatemala ne respectera pas les principes de l'action humanitaire et des droits humains, qui passent par la protection des civils, des réfugiés et des personnes vulnérables.

Projet de résolution [A/C.3/78/L.28](#) : Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

8. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

9. **M. Kyslytsya** (Ukraine), présentant le projet de résolution, rappelle que le HCR a récemment indiqué qu'un nombre record de 108,4 millions de personnes avaient été déplacées de force dans le monde en 2022, notamment en raison de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. L'élargissement du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés offre une occasion unique de faire repenser les initiatives du Programme sur l'unité, la solidarité et une coopération multilatérale efficace.

10. Depuis 2014, l'Ukraine s'efforce de relever les défis colossaux posés par l'ampleur sans précédent des déplacements forcés, et plus de 11 millions d'Ukrainiens sont toujours déplacés. La vaste expérience de son pays et les connaissances qui lui permettent de trouver des solutions pratiques à de tels enjeux constitueront un atout pour le Comité exécutif et viendront en appui aux

travaux essentiels du HCR en matière de protection internationale et d'aide humanitaire.

11. La délégation ukrainienne regrette que, pour la toute première fois, des projets de résolution techniques et des projets de résolution de procédure, précédemment adoptés par le Conseil économique et social, soient mis aux voix. Une telle approche risque de politiser les travaux du HCR, dans le cadre de l'exécution de son mandat principal. L'Ukraine exhorte les États Membres à voter en faveur du projet de résolution afin de montrer leur volonté collective de surmonter les difficultés liées aux déplacements forcés, qui se posent de manière pressante à l'échelle mondiale.

12. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède et Tchéquie.

13. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Albanie, Guatemala, Monténégro et République de Moldova.

14. **M. Kashaev** (Fédération de Russie), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que les travaux du HCR prennent toute leur importance pendant les crises humanitaires majeures. Cependant, la politisation des activités humanitaires et des travaux du HCR nuit à la coopération internationale au service de la paix et de la sécurité internationales. En 2014, après le coup d'État anticonstitutionnel à Kiev et l'arrivée au pouvoir de nationalistes ultraradicaux, qui ont entraîné une guerre civile, la Russie a commencé à accueillir des centaines de milliers de réfugiés ukrainiens. L'exode massif de personnes de l'Ukraine vers la Russie n'a jamais cessé, en raison des attaques constantes des forces armées ukrainiennes contre des zones civiles du Donbass. L'approche manifestement politisée de l'Ukraine et les raisons évidentes pour lesquelles le pays souhaite rejoindre le Comité exécutif ne cadrent pas avec les travaux humanitaires du HCR et ne faciliteront pas les efforts internationaux visant à protéger et à aider les réfugiés et les autres personnes déplacées. La délégation russe demande qu'il soit procédé à un vote sur ce projet de résolution et précise qu'elle votera contre.

15. *Sur la demande du représentant de la Fédération de Russie, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution [A/C.3/78/L.28](#).*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Myanmar, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Fédération de Russie, Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Chine, Congo, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mongolie, Namibie, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Qatar, République démocratique populaire lao, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Togo, Tunisie, Viet Nam, Yémen.

16. Le projet de résolution [A/C.3/78/L.28](#) est adopté par 121 voix contre 4, avec 42 abstentions.

17. **M. Elsonni** (Libye) dit que le Groupe des États arabes s'est abstenu lors du vote sur le projet de

résolution, ses États membres souhaitant maintenir leur position de principe en matière de droits humains. Lors de la 41^e séance de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, l'Ukraine s'est abstenue de voter sur le projet de résolution [A/ES-10/L.25](#) concernant la protection des civils et le respect des obligations juridiques et humanitaires, alors qu'elle se heurte elle-même au problème des réfugiés et de l'aide humanitaire.

18. **M^{me} García Rico** (Espagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne, regrette que des projets de résolution techniques et des projets de résolution de procédure aient été mis aux voix. Le Guatemala et l'Ukraine remplissent les trois critères requis pour rejoindre le Comité exécutif, tels qu'énoncés dans les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. L'Union européenne et les États qui la composent soutiennent la candidature des deux pays.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

19. **M^{me} Rodríguez Mancía** (Guatemala) déclare que sa délégation rejette certaines des observations formulées par le représentant de la Libye. La Troisième Commission n'est pas le lieu approprié pour débattre de l'adoption d'une résolution à la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale. Le Guatemala invite l'ensemble des délégations à lire la déclaration d'explication de vote qu'il a prononcée à cette session et à en examiner attentivement le contenu afin de comprendre sa position. Le Guatemala est ouvert au dialogue et rappelle qu'il existe des espaces, en dehors de la Troisième Commission, où l'on peut débattre.

20. La délégation guatémaltèque rejette l'affirmation selon laquelle le Guatemala serait insensible aux situations humanitaires dans le monde. Elle déplore profondément la situation actuelle du peuple palestinien et de la population israélienne qui résulte des attaques du Hamas, qu'elle condamne sans équivoque. Le Guatemala plaide en faveur de la libération immédiate des otages capturés le 7 octobre 2023, notamment les 30 bébés, et est sensible à la situation humanitaire créée par les actes terroristes du Hamas.

21. **M. Elsonni** (Libye) déclare que la Troisième Commission est le lieu approprié pour débattre des principes des droits humains. À la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, un soutien massif a été exprimé en faveur de la protection des droits humains et d'un cessez-le-feu ou d'une trêve à Gaza, or le Guatemala a voté contre. La résolution en question n'était pas motivée par des considérations politiques,

mais vise au contraire à sauver des vies et à mettre un terme à toute forme d'agression contre la population de Gaza et le peuple palestinien. Il est choquant que 10 000 personnes, dont 3 000 bébés, aient été tuées à Gaza. La Troisième Commission est l'instance où l'on débat des droits humains, des enfants et des conflits armés et des droits des femmes. Les pays qui défendent la cause des droits humains et souhaitent soutenir les réfugiés devraient examiner la situation dans les camps de réfugiés de l'UNRWA, dont beaucoup ont été délibérément pris pour cible. Les États Membres doivent faire front ensemble pour mettre fin à l'agression à Gaza et sauver des vies. On ne peut briser ce cercle vicieux sans déclarer un cessez-le-feu et sans s'attaquer aux causes profondes de la situation, qui n'a pas commencé le 7 octobre mais est le résultat de sept décennies de défis et de conflits.

Point 68 de l'ordre du jour : Droits des peuples autochtones (suite)

a) Droits des peuples autochtones (suite) (A/C.3/78/L.20/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/78/L.20/Rev.1 : Droits des peuples autochtones

22. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

23. **M^{me} Caldera Gutiérrez** (État plurinational de Bolivie), présentant le projet de résolution, indique que les négociations sur le texte ont permis d'inclure de nouveaux éléments liés à la santé. Les États Membres ont ainsi été exhortés à mettre en œuvre la résolution 76.16 de l'Assemblée mondiale de la Santé, en date du 30 mai 2023, intitulée « La santé des peuples autochtones ». Le projet de résolution fait référence à l'importance que revêtent, pour les femmes et les filles autochtones, les instruments internationaux, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et comporte une demande d'organisation d'une manifestation de haut niveau pour célébrer le dixième anniversaire de l'adoption du document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones. L'utilisation des majuscules initiales pour désigner les peuples autochtones, comme convenu dans la version anglaise du projet de résolution, devrait être appliquée à toutes les langues officielles concernées des Nations Unies.

24. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Chypre, Cuba, El Salvador, Estonie, Grèce, Irlande, Lettonie, Luxembourg, Malte,

Panama, Pérou, République centrafricaine, Slovénie, Trinité-et-Tobago et Ukraine.

25. L'orateur annonce ensuite que la Dominique souhaite également se porter coautrice du projet.

26. **M^{me} Zalabata Torres** (Colombie) dit que l'un des éléments convenus dans le projet de résolution est le renforcement de la participation des peuples autochtones aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, essentiel pour bâtir un monde plus durable, plus juste et plus pacifique. Sa délégation prie le Président de l'Assemblée générale de mettre en œuvre la décision de l'Assemblée de poursuivre l'examen de nouvelles mesures visant à renforcer la participation des représentants et institutions des peuples autochtones aux réunions de l'Organisation des Nations Unies portant sur des questions les concernant, comme l'a initialement demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 71/321, et comme on le réaffirme dans le projet de résolution. Sa délégation demande également à tous les États et représentants des peuples autochtones de participer activement aux efforts visant à améliorer l'Organisation.

27. **M^{me} Rios Balbino** (Brésil) déclare que le projet de résolution continuera d'améliorer la promotion et la protection des droits des peuples autochtones. Sa délégation se félicite tout particulièrement de l'accent mis, dans le projet de résolution, sur la nécessité d'associer les peuples autochtones aux questions qui les concernent et de l'invitation lancée aux États pour qu'ils appliquent pleinement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

28. **M^{me} Arab Bafrani** (République islamique d'Iran) déclare que sa délégation reconnaît le bien-fondé d'une résolution qui traite des questions liées aux peuples autochtones et qu'elle se joindra au consensus. Toutefois, sa délégation souhaite se dissocier des treizième et quatorzième alinéas et des paragraphes 23 et 32 du projet de résolution, car ils contiennent une terminologie non consensuelle et litigieuse.

29. En outre, la délégation iranienne considère que les résolutions de l'Assemblée générale n'obligent pas les États à adhérer à des instruments internationaux qu'ils n'ont pas ratifiés ni à les mettre en œuvre, et que les conventions et traités réaffirmés ou mentionnés dans ces résolutions ne s'appliquent qu'aux États parties. De même, les résolutions ou les documents finaux des organes et organismes subsidiaires des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies ne s'appliquent pas à tous les États Membres.

30. Si la République islamique d'Iran soutient le projet de résolution, elle estime que les peuples autochtones

qui migrent ne sont plus des peuples autochtones mais des migrants. À ce titre, la délégation iranienne souligne le caractère juridiquement non contraignant du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et réaffirme que le Pacte est un instrument facultatif destiné à renforcer la coopération entre les États Membres en matière de gestion des flux migratoires et qu'il n'impose aucune obligation juridique autre que celles auxquelles l'Iran a déjà souscrit. Il n'y a aucune confusion dans le Pacte en ce qui concerne les réfugiés et les migrants, qui sont deux groupes différents relevant de cadres juridiques distincts.

31. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.20/Rev.1 est adopté.*

32. **M. Ndiaye** (Sénégal) déclare que les peuples autochtones ne devraient faire l'objet d'aucune discrimination dans l'exercice de leurs droits ou de leur pleine participation à la réalisation des objectifs de développement durable. Le projet de résolution renforce la solidarité avec les peuples autochtones, la reconnaissance de leurs droits et le devoir qu'ont les institutions de s'engager à intégrer la promotion et la protection de ces droits dans les politiques et programmes de développement aux niveaux national, régional et international. Bien qu'elle se soit jointe au consensus, la délégation sénégalaise souhaite se dissocier de l'emploi du libellé « formes multiples et croisées de discrimination ».

33. **M. Mogyorósi** (Hongrie) déclare que dans l'exécution de leurs obligations internationales, les États doivent donner une attention particulière à la promotion et à la protection des droits humains des peuples autochtones ainsi que des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques, qui sont souvent contraintes par des difficultés et des limitations similaires en ce qui concerne la réalisation de leurs droits.

34. La délégation hongroise souhaite se dissocier de l'alinéa 11. Le pays a voté contre le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, n'a pas participé à sa mise en œuvre et ne peut donc accepter aucune référence à ce pacte dans des documents internationaux. En outre, la définition des politiques migratoires reste une prérogative nationale ; la délégation hongroise interprète donc le projet de résolution en tenant compte de cet état de fait. Elle se dissocie également du paragraphe 23, car la Hongrie recueille des données ventilées par sexe et interprète donc le mot « genre » comme signifiant « sexe ».

35. **M. Zumilla** (Malaisie) annonce que son gouvernement est déterminé à protéger et à promouvoir

les droits des peuples autochtones, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'adoption par consensus du projet de résolution démontre que les États Membres partagent le même point de vue sur l'importance de la protection et de la promotion des droits des peuples autochtones.

36. Bien que la délégation malaisienne se soit jointe au consensus sur le projet de résolution, elle constate que le libellé « formes multiples et croisées de discrimination » continue d'y figurer. L'interprétation qu'en fera le Gouvernement malaisien sera en accord avec ses lois, ses valeurs et ses coutumes nationales et n'inclut donc aucun concept incompatible avec l'architecture internationale existante des droits humains.

37. **M. Sylvester** (Royaume-Uni) fait savoir que son gouvernement a toujours soutenu politiquement et financièrement le développement économique, social et politique des peuples autochtones et qu'il continuera d'œuvrer dans le cadre des institutions multilatérales en vue d'améliorer leur situation. Les peuples autochtones doivent pouvoir bénéficier de la pleine protection de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales, conformément aux dispositions du droit international, sur un pied d'égalité avec le reste du monde. Toutefois, étant donné que l'égalité et l'universalité sont des principes fondamentaux en matière de droits humains, le Royaume-Uni rejette depuis longtemps le concept de droits collectifs en droit international, dans la mesure où cela permettrait d'accorder à certains groupes des droits qui ne sont pas accessibles à d'autres, sauf dans le cas où ce concept s'applique au droit à l'autodétermination. Bien que les gouvernements de nombreux États aient amélioré la situation politique et économique des peuples autochtones en leur accordant des droits collectifs sur leur territoire, le Royaume-Uni adopte une position qui garantit que les personnes qui composent les groupes ne puissent pas demeurer en situation de vulnérabilité ou sans défense dans les cas où les droits d'un groupe l'emporteraient sur les droits humains individuels. Le pays considère donc que toute référence aux droits des peuples autochtones convenue au niveau international doit correspondre aux droits accordés à l'échelle nationale aux peuples autochtones par les États, conformément au principe susmentionné.

38. **M^{me} Dhanutirto** (Indonésie) déclare que son gouvernement est déterminé à sauvegarder les identités culturelles de toutes les communautés, y compris les peuples autochtones. Il est important que le cadre international des droits humains reconnaisse la diversité des groupes culturels et des sociétés dans le monde, y

compris ceux auxquels le concept de « peuples autochtones » ne s'applique pas, comme en Indonésie.

39. La délégation indonésienne souhaite se dissocier du paragraphe 17 du projet de résolution. Il est important de veiller à ce que les peuples autochtones participent véritablement aux mécanismes internationaux, en particulier aux processus qui ont un effet direct sur leurs moyens de subsistance, mais ces processus doivent être fermement ancrés dans les modalités existantes et respecter les principes intergouvernementaux d'inclusivité et de souveraineté.

40. La délégation indonésienne souhaite également se dissocier de l'utilisation du libellé « formes multiples et croisées de discrimination », qui ne fait pas l'unanimité et ne protège que contre certaines catégories de discrimination. Aucune forme de discrimination ne doit être tolérée et l'Indonésie reste attachée à l'élimination de toutes les formes de discrimination.

41. Enfin, l'application de toute résolution des organes de l'ONU doit être en phase avec les cadres juridiques nationaux afin de garantir son efficacité et sa compatibilité avec les cultures et les pratiques de chaque pays.

42. **M. Grünwald** (Slovaquie), s'exprimant également au nom de la Bulgarie, de la France et de la Roumanie, déclare que la situation sanitaire des peuples autochtones est très préoccupante et que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a particulièrement touché les femmes et les filles autochtones. La violence, la discrimination et le harcèlement contre les populations autochtones doivent cesser immédiatement. Les quatre délégations sont résolument engagées dans la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination et d'intolérance, et soutiennent fermement le rôle des défenseurs des droits humains, qui doivent être protégés contre toutes les formes d'intimidation et de représailles.

43. Les droits humains sont des droits universels auxquels chacun peut prétendre. Les quatre délégations ne reconnaissent pas de droits collectifs à quelque groupe que ce soit, défini par son origine, sa culture, sa langue ou ses croyances. Elles ne peuvent donc pas souscrire aux références faites aux droits collectifs en faveur des populations autochtones qui figurent dans le projet de résolution. Une référence aux droits des personnes appartenant à des populations autochtones serait préférable, conformément aux principes communs reconnus en matière de droits humains.

44. **M^{me} Morin** (Canada), s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Islande, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande, déclare que le monde ne pourra être

plus pacifique, plus prospère et plus sain sans la participation pleine, effective et véritable des peuples autochtones, y compris des femmes et des filles, qui ont le droit de participer et de jouer un rôle de premier plan dans les décisions qui les concernent aux échelons mondial, régional et local. Une plus grande participation aux instances de l'ONU permettra de respecter le droit reconnu des peuples autochtones et de tous les peuples à l'autodétermination. En tant que tels, les peuples autochtones ne doivent pas être confondus avec les populations locales, les groupes minoritaires ou les organisations de la société civile, et le processus consistant à renforcer les moyens d'action des représentants et des institutions des peuples autochtones pour faciliter leur participation grâce à un statut formel et distinct doit se concentrer sur le droit à l'autodétermination.

45. Les cinq délégations se félicitent que, dans le projet de résolution, les États Membres soient exhortés à prendre les mesures nécessaires pour garantir les droits, la protection et la sécurité de tous les peuples autochtones, et pour que des enquêtes soient menées sur les cas de menaces, de harcèlement et de représailles et que les auteurs soient traduits en justice. Des garanties sont nécessaires pour que l'Organisation des Nations Unies soit un lieu sûr pour toutes et tous. Les cinq délégations sont heureuses de constater qu'il est indiqué dans le projet de résolution que les peuples autochtones sont touchés de manière disproportionnée par les changements climatiques et qu'ils devraient avoir la possibilité de partager leurs savoirs traditionnels et ancestraux, mais aussi scientifiques et techniques, dans le cadre de la préparation aux changements climatiques et de la prise de mesures y afférentes.

46. **M^{me} Sillah** (Gambie) dit que sa délégation s'est jointe au consensus mais souhaite se dissocier du libellé « formes multiples et croisées de discrimination », qui n'est pas conforme aux valeurs de la Gambie.

47. **Monseigneur Murphy** (Observateur du Saint-Siège) déclare qu'il est important de reconnaître l'expérience particulière des peuples autochtones dans des domaines tels que la protection de l'environnement. Le Saint-Siège se félicite donc que le projet de résolution souligne les effets disproportionnés des changements climatiques sur les peuples autochtones en raison de leur dépendance directe aux écosystèmes, notamment pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et exercer leurs activités traditionnelles et économiques. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones affirme leur droit d'utiliser leur pharmacopée traditionnelle et de conserver leurs pratiques médicales. Le Saint-Siège s'inquiète de toute tentative d'imposer par la force des modèles de santé prédéterminés qui ne

tiennent pas compte des spécificités culturelles, des contextes et priorités nationaux ou des limites énoncées dans la Déclaration. Les recommandations générales des organes conventionnels ne font pas l'objet d'un accord intergouvernemental et ne constituent qu'une source d'information pour les États parties à une convention donnée sur les mesures législatives, les mesures de politique générale et les autres mesures concernant sa mise en œuvre.

48. Le Saint-Siège, conformément à son caractère et à sa mission particulière, considère que le mot « genre » repose sur l'identité et la différence sexuelles biologiques, à savoir homme ou femme. Le Saint-Siège constate également que les États ne sont pas tous d'accord sur le sens du libellé « formes multiples et croisées de discrimination », d'où une interprétation qui réduisait la personne humaine à des caractéristiques particulières et classait les individus selon des critères artificiels et sélectifs qui n'étaient pas universellement reconnus, portant atteinte à l'universalité des droits humains. Toute personne peut se prévaloir des droits humains et des libertés fondamentales sans distinction aucune, conformément à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Point 70 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite) (A/C.3/78/L.29)

Projet de résolution A/C.3/78/L.29 : Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits humains et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

49. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

50. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution, estime que l'utilisation de mercenaires et les activités connexes constituent un obstacle au plein exercice des droits humains et une menace pour la paix, la sécurité et l'autodétermination des peuples. C'est pourquoi sa délégation présente le projet de résolution sur une base annuelle. La version actuelle du texte est une mise à jour technique de la résolution 77/206 de l'Assemblée générale et conserve son contenu initial. Plusieurs États Membres continuent de manifester leur soutien en se portant coauteurs du projet de résolution et en votant pour, année après année. Ce faisant, ils envoient un message clair sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits humains et d'empêcher l'autodétermination. Le texte, qui est conforme aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies et au droit international, devrait être adopté par consensus. En cas de demande de mise aux voix, toutes les délégations devraient voter

pour le projet de résolution afin d'aider l'ONU à faire face à cette grave question.

51. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Arabie saoudite, Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Jamaïque, Lesotho, Myanmar, Namibie, Nicaragua et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

52. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Algérie, Niger, Nigéria et République démocratique du Congo.

53. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que sa délégation condamne la grave menace que représentent certains groupes armés non étatiques pour la capacité des États à promouvoir et protéger les droits humains et à maintenir l'ordre. Toutefois, il existe un fort contraste entre les activités de déstabilisation menées par les mercenaires et le rôle légitime joué par les sociétés militaires et de sécurité privées. Les États-Unis ont toujours préconisé des cadres internationaux et des codes de conduite reposant sur des approches novatrices et efficaces pour traiter les activités des sociétés militaires et de sécurité privées. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait se concentrer uniquement sur la question des mercenaires, conformément à son mandat. En raison de ce qui précède, la délégation des États-Unis votera contre le projet de résolution et les autres délégations devraient faire de même.

54. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/78/L.29.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït,

Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie, Türkiye, Ukraine.

S'abstiennent :

Kiribati, Libéria, Mexique, Palaos, Suisse, Tonga.

55. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.29 est adopté par 126 voix contre 52, avec 6 abstentions.*

56. **M. Escobar** (Argentine) déclare que sa délégation soutient pleinement le droit à l'autodétermination des peuples qui restent sous domination coloniale et occupation étrangère, conformément aux résolutions 1514 (XV) et 2625 (XXV) de l'Assemblée générale. L'autodétermination ne s'applique que lorsqu'il existe un sujet actif de ce droit, à savoir un peuple assujéti à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères, comme prévu au paragraphe 1 de la résolution 1514 (XV). En l'absence d'un tel sujet, il n'y a pas de droit à l'autodétermination. Dans le même esprit, le projet de résolution adopté devrait être interprété et appliqué conformément aux résolutions

pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

57. **M. Kumaria** (Royaume-Uni) déclare qu'il importe de se préoccuper des activités des mercenaires et des acteurs apparentés et d'amener les auteurs d'atteintes aux droits humains à rendre des comptes. Toutefois, le Royaume-Uni craint que le projet de résolution ne fasse un amalgame inutile entre les attributions et les activités des mercenaires, tels que définis par le droit international humanitaire, et celles des sociétés militaires et de sécurité privées. Des sociétés militaires et de sécurité privées responsables et respectueuses de la loi, travaillant selon des normes exigeantes, sont essentielles à la protection des missions diplomatiques, des entreprises et des organisations non gouvernementales, en particulier celles qui travaillent dans des environnements complexes et dangereux. Les règles applicables en la matière sont décrites dans le Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées pendant les conflits armés. Les débats sur les sociétés militaires et de sécurité privées devraient être réservés au groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'élaborer le contenu d'un cadre réglementaire international, sans préjuger de la nature de celui-ci, en vue de protéger les droits humains et de garantir le respect du principe de responsabilité pour les violations et les atteintes liées aux activités des sociétés militaires et de sécurité privées.

58. Le Royaume-Uni estime que s'il est nécessaire d'élaborer un projet de résolution concernant les mercenaires ou les activités liées au mercenariat, y inclure les sociétés militaires et de sécurité privées ne fait que rendre son objet plus confus et compromet les objectifs du groupe de travail. Le pays a présenté plusieurs propositions dans le projet de résolution pour aborder ces questions et clarifier les concepts, mais elles ont toutes été rejetées. Pour cette raison, le Royaume-Uni a voté contre. Il s'engage à poursuivre le dialogue avec les autres États et espère que ses propositions seront prises en compte ultérieurement.

59. **M^{me} Nishihara** (Chili) dit que sa délégation a toujours soutenu à la fois le projet de résolution et une résolution similaire présentée au Conseil des droits de l'homme. L'utilisation de mercenaires constitue une menace pour les droits humains des personnes vivant dans des situations de conflit armé et le droit des peuples à l'autodétermination, consacré par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

60. Toutefois, le Chili est préoccupé par le fait que les versions successives du texte, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil des droits de l'homme, ont mis de plus en plus l'accent sur la souveraineté des États et la protection des institutions, plutôt que sur les questions liées à l'autodétermination en tant que garantie essentielle de la promotion et de la protection des droits humains.

61. Le Chili a continué à voter pour le projet de résolution et espère qu'il sera examiné comme il convient par l'Assemblée générale. Les versions futures du texte devraient mieux prendre en compte les incidences de l'utilisation de mercenaires sur le droit à la vie et à l'intégrité personnelle et la menace qu'elle représente pour les groupes vulnérables tels que les enfants, les jeunes, les femmes et les minorités raciales et ethniques. Le Chili a demandé que le projet de résolution soit reformulé afin de mieux aborder ces questions et de bénéficier d'un accord plus large au sein de l'Assemblée.

Point 71 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (suite)

b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite) (A/C.3/78/L.32, A/C.3/78/L.33, A/C.3/78/L.35, A/C.3/78/L.37, A/C.3/78/L.38, A/C.3/78/L.44, A/C.3/78/L.45 et A/C.3/78/L.46)

Projet de résolution A/C.3/78/L.32 : Promotion d'un ordre international démocratique et équitable

62. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

63. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution, dit que la pandémie de COVID-19 et les autres problèmes mondiaux ont montré que l'ordre international actuel maintient les privilèges des pays riches et perpétue l'exclusion des pays en développement. Le projet de résolution correspond en grande partie à la résolution équivalente adoptée à la soixante-dix-septième session (résolution 77/215 de l'Assemblée générale). Il est ressorti des négociations transparentes et ouvertes sur le projet de résolution qu'il fallait redoubler d'efforts afin de mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

64. Un ordre international plus juste, démocratique et équitable devrait être l'objectif commun de tous les

États Membres et permettra d'avoir une plateforme de promotion des droits humains. Le projet de résolution devrait être adopté par consensus, mais en cas de demande de mise aux voix, toutes les délégations devraient voter pour.

65. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Bahamas, Bolivie (État plurinational de), Burundi, Congo, Djibouti, Égypte, El Salvador, Érythrée, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Malaisie, Myanmar, Nicaragua, Ouganda, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sri Lanka et Zimbabwe.

66. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet de résolution : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Gambie, Guinée, Inde, Mali, Niger, Nigéria et Pakistan.

67. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, dit que les États-Unis sont résolus à défendre les principes et les institutions démocratiques partout dans le monde, mais que la délégation américaine trouve préoccupants les prémisses générales du projet de résolution et certains aspects du texte. Pour ces raisons, elle a demandé qu'il soit procédé à un vote et votera contre le projet de résolution.

68. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/78/L.32.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République

centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Turquie, Ukraine.

S'abstiennent :

Arménie, Chili, Costa Rica, Libéria, Mexique, Pérou, Uruguay.

69. Le projet de résolution [A/C.3/78/L.32](#) est adopté par 123 voix contre 54, avec 7 abstentions.

Projet de résolution [A/C.3/78/L.33](#) : Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits humains par la promotion de la coopération internationale et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité

70. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

71. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution, dit qu'il est urgent de veiller à ce que l'examen des questions relatives aux droits humains soit guidé par les principes d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité. Le projet de résolution est essentiellement une mise à jour technique de la résolution [76/164](#) de l'Assemblée générale, mais un nouveau passage appelle l'attention sur le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Le texte, qui est conforme aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies, devrait être adopté par

consensus. En cas de demande de mise aux voix, toutes les délégations devraient voter pour.

72. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Bahamas, Belize, Bolivie (État plurinational de), Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Haïti, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Namibie, Nicaragua, Ouganda, République dominicaine, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sri Lanka, Tunisie et Zimbabwe.

73. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet de résolution : Algérie, Burundi, Cameroun, Comores, Inde, Mali, Niger, Nigéria, Pakistan, République démocratique du Congo et République-Unie de Tanzanie.

74. *Le projet de résolution [A/C.3/78/L.33](#) est adopté.*

Projet de résolution [A/C.3/78/L.35](#) : Le droit à l'alimentation

75. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

76. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution, dit que la faim est une atteinte à la dignité humaine. Il est inacceptable que des millions de personnes continuent à souffrir de la faim alors que la communauté internationale dispose des ressources, des connaissances et de la technologie nécessaires pour éviter une telle situation.

77. Le texte du projet de résolution correspond en grande partie à la résolution équivalente adoptée à la soixante-dix-septième session (résolution [77/217](#) de l'Assemblée générale). Un nouveau passage mentionne le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne ainsi que le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tous les nouveaux éléments sont le résultat de négociations transparentes et ouvertes.

78. La promotion et la protection du droit à l'alimentation devraient être un objectif commun à tous, au-delà de toute considération politique. Le projet de résolution devrait continuer à être adopté par consensus, ce qui enverrait un message clair sur la nécessité d'en finir avec le paradoxe éthique d'un monde où la production alimentaire est plus que suffisante, mais où des millions de personnes souffrent de la faim. En cas de demande de mise aux voix, toutes les délégations devraient voter pour.

79. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du

projet de résolution : Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Guyana, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Norvège, Ouganda, Panama, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines, Pologne, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Tunisie, Türkiye et Zimbabwe.

80. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Algérie, Angola, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Comores, Gambie, Guinée, Inde, Kiribati, Maldives, Mali, Niger, Nigéria, Pakistan, Paraguay, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago et Zambie.

81. **M. Kumaria** (Royaume-Uni) dit que son gouvernement continue d'accorder une juste place aux droits définis dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qu'il est résolu à remplir ses obligations au titre du Pacte et qu'il prend des mesures législatives et administratives pour assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte.

82. Le Gouvernement britannique n'a pas transposé dans son droit interne les dispositions du Pacte, dont l'article 2 n'oblige pas les États parties à le faire. Le Royaume-Uni estime donc qu'il remplit ses obligations au titre de l'article 2, paragraphe 1. La délégation britannique ne pense pas qu'il serait utile de présenter un rapport examinant le rôle de l'architecture financière internationale dans la réalisation du droit à l'alimentation, comme il est demandé dans le projet de résolution. En dépit de cela, elle soutient le projet de résolution et se joindra au consensus.

83. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.35 est adopté.*

84. **M. Pilipenko** (Biélorus) dit que sa délégation accueille favorablement l'adoption du projet de résolution par consensus. Le droit à l'alimentation est un droit fondamental reconnu à toute personne, qui garantit le bien-être physique et constitue la base du développement, de l'éducation et de la prospérité.

Cependant, des dizaines de millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à une alimentation adéquate. En 2022, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a décrit la situation comme une véritable tempête, dans laquelle des facteurs simultanés aggravaient une situation déjà difficile.

85. Quelques-uns de ces facteurs sont dus à l'action de certains États. Ainsi, les mesures coercitives unilatérales constituent une menace sérieuse et un obstacle parfois insurmontable à l'exercice du droit à l'alimentation, car elles restreignent l'accès à la nourriture et entraînent des crises humanitaires qui touchent les plus vulnérables. Des restrictions unilatérales ont été imposées sur les engrais potassiques biélorussiens, d'où une baisse de la fertilité des sols, qui a gravement affecté la production agricole dans plusieurs États et a eu des conséquences catastrophiques sur la sécurité alimentaire de régions entières. La question est régulièrement soulevée par le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Groupe de la Banque mondiale, le Programme alimentaire mondial et le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. La délégation biélorussienne demande un abandon global, sans équivoque et irréversible du recours aux mesures coercitives unilatérales.

86. Il est important de renforcer la coopération internationale, et le Biélorus, qui mène depuis longtemps des initiatives bilatérales, est prêt à aider tous les pays désireux de parvenir à la sécurité alimentaire. Ensemble, les États Membres pourraient créer un monde dans lequel personne ne souffrirait de la faim ou de la malnutrition et où le respect des droits humains fondamentaux serait un principe de base pour toutes les nations.

87. **M. Ono** (Japon) déclare que, conscient de l'importance du droit à l'alimentation, le Japon s'est joint au consensus dans une perspective plus large. Toutefois, sa délégation se dit préoccupée par la référence à l'architecture financière internationale dans le projet de résolution. Les débats sur les institutions financières internationales et l'architecture financière internationale devraient avoir lieu au sein d'une instance mieux adaptée que la Troisième Commission, laquelle traite des questions relatives aux droits humains.

88. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique) dit que la nécessité d'agir pour lutter contre l'insécurité alimentaire n'a jamais été aussi cruciale et que, l'enjeu étant mondial, il exige une solution mondiale. Les États-Unis continueront de diriger la lutte contre cette crise, alors que les États Membres s'unissent pour aider les personnes qui en ont le plus besoin. La sécurité alimentaire est essentielle à la paix et à la prospérité

générales et, depuis janvier 2021, les États-Unis ont consacré plus de 17,5 milliards de dollars à l'aide humanitaire et à l'aide au développement pour bâtir des systèmes alimentaires résilients, augmenter la production agricole durable et sauver des vies grâce aux interventions d'urgence et aux programmes bilatéraux mis en place dans le cadre de l'initiative phare de son pays en ce qui concerne la faim dans le monde.

89. Dans le projet de résolution, ces difficultés, qui touchent des millions de personnes, sont reconnues à juste titre, et il est demandé aux États de soutenir les appels humanitaires d'urgence de l'ONU. Néanmoins, le texte contient des passages hasardeux et des formulations inappropriées, éloignées de la question des droits humains. La délégation américaine est également déçue que les facilitateurs du projet de résolution n'aient accepté que très peu des modifications proposées par diverses délégations. Bien qu'elle ne s'oppose pas à son adoption par consensus, elle souhaite se dissocier du treizième alinéa et du paragraphe 24.

90. La délégation américaine est également préoccupée par le fait que la nouvelle formulation concernant l'« architecture financière internationale » n'a pas de définition internationalement reconnue. L'accès à un financement adéquat et approprié ne doit pas être confondu avec l'architecture financière internationale, quelle qu'en soit sa définition. Les États-Unis soutiennent fermement la mobilisation de ressources dans le but de transformer les systèmes alimentaires et ont été très réceptifs aux appels à un soutien et à la réforme, notamment en défendant une refonte des banques multilatérales de développement.

91. Les États-Unis reconnaissent le droit de chacun à un niveau de vie suffisant, y compris en termes de nourriture, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La position de la délégation américaine au sujet du Pacte et d'autres questions est énoncée plus en détail dans sa déclaration générale du 3 novembre 2023 (voir [A/C.3/78/SR.47](#)), qui sera également publiée sur le site Web de la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Projet de résolution [A/C.3/78/L.37](#) : Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits humains

92. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

93. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom des membres du Mouvement des pays non alignés, dit que celui-ci vise à renforcer

l'esprit de coopération internationale dans le domaine des droits humains. Le texte est principalement une mise à jour technique de la résolution adoptée à la soixante-dix-septième session. Toutefois, il contient un nouveau libellé sur la nécessité de renforcer l'action menée en vue de mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Mouvement compte sur le même esprit constructif de dialogue et de coopération qui a mené à l'adhésion au projet de résolution les années précédentes.

94. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce qu'El Salvador s'est porté coauteur du projet de résolution.

95. *Le projet de résolution [A/C.3/78/L.37](#) est adopté.*

96. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis demeurent favorables au renforcement de la coopération internationale pour mieux protéger et promouvoir les droits humains. Toutefois, la délégation américaine souhaite se dissocier du cinquième alinéa, parce qu'il y est affirmé à tort que le renforcement de la coopération internationale est indispensable à la promotion et à la protection effectives de tous les droits humains. S'il est vrai que la coopération internationale peut contribuer à promouvoir la réalisation des droits humains, chaque État reste individuellement responsable au premier chef de la promotion et de la protection de ces droits. En outre, comme les obligations et les engagements des États en matière de droits humains ne sont pas conditionnés par la coopération internationale, l'absence de coopération internationale ne justifie aucun manquement. De même, l'insuffisance de développement ne peut pas être invoquée pour justifier une limitation des droits humains internationalement reconnus. Par ailleurs, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne sont des documents non contraignants, ce qui n'enlève rien à la valeur des objectifs importants qu'ils énoncent, mais signifie qu'ils ne créent pas d'obligations pour les États. Les États-Unis et d'autres pays sont en outre préoccupés depuis longtemps par certains éléments de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, qui ciblent l'État d'Israël et prévoient des restrictions trop importantes à la liberté d'expression.

Projet de résolution [A/C.3/78/L.38](#) : Promotion d'une répartition géographique équitable dans la composition des organes conventionnels des droits humains

97. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

98. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom du Mouvement des pays non

alignés, dit que le texte constitue principalement une mise à jour technique de la résolution adoptée à la soixante-seizième session. Le projet de résolution montre qu'une répartition géographique équitable des membres des organes conventionnels des droits humains est essentielle au bon fonctionnement de ces organes. À cet égard, le déséquilibre entre les régions dans leur composition actuelle, qui favorise un groupe régional en particulier, est un sujet de préoccupation. Le texte réaffirme l'importance des particularismes nationaux et régionaux et des divers contextes historiques, culturels et religieux, ainsi que des différents systèmes politiques, économiques et juridiques.

99. Des libellés ont été ajoutés, qui insistent sur la nécessité d'intensifier l'action menée en vue de mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et la Déclaration universelle des droits de l'homme, et l'importance de veiller à ce que l'examen des questions relatives aux droits humains se fasse dans un esprit d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité et de supprimer toute politique de deux poids, deux mesures. Tous les nouveaux éléments sont le résultat de négociations transparentes et ouvertes. En substance, le projet de résolution vise à promouvoir la coopération internationale, le multiculturalisme, le pluralisme ainsi que la prise en compte de la diversité des États Membres, conformément à la Charte des Nations Unies, et devrait donc être adopté par consensus.

100. **Le Président** annonce qu'il a été demandé de procéder à un vote enregistré sur le projet de résolution.

101. **M. González Behmaras** (Cuba) veut savoir quelle est la délégation qui a demandé un vote sur un projet de résolution qui promeut le respect du multiculturalisme au sein d'une organisation multiculturelle telle que l'ONU.

102. **Le Président** dit que le vote enregistré a été demandé par la délégation américaine.

103. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que, comme les années précédentes, les États-Unis s'inquiètent de ce que le projet de résolution fixe des conditions pour la sélection et l'élection des experts siégeant aux organes conventionnels des droits humains, qui sont déjà définies dans les traités portant création desdits organes. La délégation américaine est profondément convaincue qu'il est bénéfique pour ces organes d'avoir des experts provenant du monde entier, notamment de cultures et de systèmes juridiques différents ; cette diversité se reflète dans leur composition actuelle. Les critères d'élection des membres de chaque organe conventionnel font déjà

l'objet d'un consensus ; l'Assemblée générale ne saurait substituer son jugement à celui des États parties concernés. Les organes conventionnels doivent rester indépendants et objectifs dans leurs travaux, libres de toute ingérence, politique ou autre. Le projet de résolution pourrait compromettre leur indépendance et, en définitive, l'idée que l'on se fait de l'objectivité et de l'indépendance de leurs travaux. Pour ces raisons, la délégation américaine votera contre le projet de résolution et demande instamment aux autres délégations de faire de même.

104. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/78/L.38.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada,

Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Türkiye, Ukraine.

S'abstiennent :

Néant.

105. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.38 est adopté par 128 voix contre 52.*

106. **M^{me} Alonso Giganto** (Espagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union et ses États membres sont parfaitement conscients de l'importance que revêt la répartition géographique équitable dans la composition des organes conventionnels des droits humains. La composition de ces organes et l'élection de leurs membres sont régies par les dispositions de chaque traité, dont certains mentionnent la répartition géographique équitable et les principaux systèmes juridiques, contrairement à d'autres. Il n'appartient pas à l'Assemblée générale de modifier ces dispositions ni de demander aux États parties de le faire. En outre, les experts des organes conventionnels sont élus à titre personnel et non en qualité de représentants d'États ou de groupes régionaux. L'Union européenne applaudit les discussions sur les moyens d'attirer les meilleurs experts possibles, mais les candidates et candidats devraient être élus sur la base de leur mérite et des dispositions du traité concerné.

107. L'Union européenne s'oppose à l'idée d'établir des quotas par région géographique pour les organes conventionnels. Dans sa résolution 68/268, l'Assemblée générale a réaffirmé que les membres des organes conventionnels des droits humains devaient faire preuve d'indépendance et d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions. Or, ce point important ne figure pas dans le projet de résolution. Pour cette raison, les États membres de l'Union européenne ont voté contre.

108. **M^{me} Morin** (Canada) dit que le système des organes conventionnels est au cœur d'un système des droits humains fort et efficace, propre à remplir son rôle essentiel de surveillance et de protection des droits humains au niveau international. Toutefois, la délégation canadienne rappelle qu'elle signale depuis longtemps que les questions traitées dans le projet de

résolution, en particulier l'idée d'appliquer un système de quotas aux nominations aux organes conventionnels internationaux, ne relèvent pas du mandat de l'Assemblée générale.

109. Le Canada reste déterminé à maintenir un dialogue constructif avec les entités du système international des droits humains et continuera de soutenir activement le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans la poursuite des réformes nécessaires. Les résultats de ces réformes auront une incidence profonde sur la question de savoir si, et comment, le système peut surmonter les difficultés qu'il connaît actuellement et remplir efficacement son mandat. Le processus de réforme des organes conventionnels se répercutera sur la question plus large de la simplification du système des droits humains de l'ONU, notamment de l'Examen périodique universel et des procédures spéciales.

Projet de résolution A/C.3/78/L.44 : Droits humains et diversité culturelle

110. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

111. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que le texte constitue principalement une mise à jour technique de la résolution adoptée à la soixante-seizième session. Un passage sur la nécessité de renforcer l'action menée en vue de mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et la Déclaration universelle des droits de l'homme a été ajouté. Le projet de résolution, qui s'inscrit pleinement dans la lignée des buts et principes de la Charte des Nations Unies et est conforme à l'esprit pluraliste et multiculturel de l'Organisation, devrait être adopté par consensus.

112. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que sa délégation continue d'appuyer la promotion du pluralisme culturel, de la tolérance, de la coopération et du dialogue entre les personnes de cultures et de civilisations différentes. La diversité sociétale contribue à la force et à la diversité des États membres d'institutions et leur permet de relever plus efficacement les défis contemporains dans un monde interconnecté. En outre, c'est aux États de s'acquitter des obligations que leur fait le droit international des droits humains. La coopération internationale et la promotion des droits humains et des libertés fondamentales pour tout le monde sont des engagements d'une importance capitale, comme l'indique la Charte des Nations Unies. Les communautés qui, historiquement, n'avaient qu'un accès restreint aux services de base, aux États-Unis et

dans de nombreux autres pays, ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'histoire et du monde.

113. Malgré leur attachement à la diversité culturelle, les États-Unis craignent que si on en fait un principe, comme dans le projet de résolution, elle ne soit détournée pour élever telle nation, tel peuple ou tel groupe social au-dessus de tel autre ou pour cautionner des violations des droits humains. Promouvoir la diversité culturelle ne doit pas porter atteinte à la jouissance des droits humains ni justifier qu'on en limite la portée dans une mesure déraisonnable. Le projet de résolution donne également une fausse idée du rapport qu'il y a entre la diversité culturelle et le droit international des droits humains, en élevant le principe de diversité culturelle au rang d'objectif essentiel, sans tenir compte du risque qu'il pourrait être utilisé à mauvais escient. En outre, la délégation américaine estime que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ne devrait pas appuyer les initiatives visant à promouvoir le dialogue interculturel sur les droits humains proposées dans le projet de résolution, et ne souscrit pas à la demande faite au Secrétaire général d'élaborer un rapport sur l'application du projet de résolution. Pour ces raisons, elle votera contre.

114. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/78/L.44.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne,

République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Nauru, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Türkiye, Ukraine.

S'abstiennent :

Néant.

115. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.44 est adopté par 130 voix contre 54.*

Projet de résolution A/C.3/78/L.45 : Droits humains et mesures coercitives unilatérales

116. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

117. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que le texte constitue principalement une mise à jour technique de la résolution adoptée à la soixante-dix-septième session. Un nouveau libellé sur la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et la Déclaration universelle des droits de l'homme a été ajouté. Le projet de résolution part du principe que les mesures coercitives unilatérales ont des répercussions sur la jouissance de tous les droits humains, et qu'il faut s'opposer catégoriquement à leur utilisation comme moyen de pression politique et économique sur les pays en développement. Il s'agit d'une question existentielle pour de nombreux pays. En appuyant le projet de résolution, les pays soutiendront également la Charte

des Nations Unies, le droit international et la pleine réalisation de tous les droits, pour tout le monde.

118. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que le projet de résolution ne fait progresser ni le respect ni la protection des droits humains. Les États-Unis ont à cœur de travailler avec tous les États pour atteindre des objectifs communs en matière de renforcement de ces droits. Cependant, un petit nombre d'États Membres s'obstine à utiliser à des fins politiques ces dites « mesures coercitives unilatérales ». Les sanctions économiques sont un instrument légitime, approprié et efficace, qui permettent de prendre des mesures face aux actes préjudiciables et aux menaces contre la paix et la sécurité, et peuvent être utilisées pour amener les auteurs de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits à répondre de leurs actes, se défendre contre les comportements malveillants et lutter contre la criminalité transnationale, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. En outre, les sanctions servent à favoriser un changement de comportement positif et durable ; ces objectifs sont énoncés avec clarté et transparence. Dans cet esprit, les États-Unis ont recours aux sanctions dans le respect du droit international ; ils ne sont pas les seuls à le faire.

119. Le projet de résolution menace abusivement la capacité qu'ont les États de définir leurs relations économiques et de protéger leurs intérêts nationaux légitimes, notamment de prendre des mesures de sécurité nationale. Il vise également à empêcher la communauté internationale d'intervenir en cas de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits. Les États-Unis sont conscients des conséquences involontaires que peuvent avoir les sanctions ; ils cherchent à restreindre les abus des États, pas à nuire à leur population. Les États-Unis ont fait partie des rédacteurs de la résolution 2664 (2022) du Conseil de sécurité, qui vise à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin quel que soit le régime de sanctions imposé par l'ONU, tout en contribuant à garantir que cette aide ne soit pas détournée. Les États-Unis prévoient beaucoup de dérogations humanitaires et programmes de sanctions contre un pays spécifique conçus pour garantir que leurs sanctions touchent les cibles visées, tout en limitant les conséquences involontaires sur les personnes innocentes. Les pays qui suggèrent que les sanctions sont intrinsèquement injustifiées avancent des arguments fallacieux, auxquels la délégation américaine ne peut souscrire. Les sanctions ne nuisent pas aux droits humains, mais visent plutôt les personnes qui commettent des violations de ces droits et des atteintes à ces droits. Pour ces raisons, la délégation des États-

Unis d'Amérique a demandé qu'il soit procédé à un vote du projet de résolution et votera contre.

120. **M. Mahamadou Seydou** (Niger), expliquant son vote avant la mise aux voix, dit qu'à la suite du changement de régime intervenu le 26 juillet 2023 au Niger, les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont tenu deux sessions extraordinaires et décidé d'imposer un blocus général contre le Niger. Toutes les transactions de services, y compris les services publics, ont été interrompues, de même que les transactions commerciales et financières et les frontières terrestres et aériennes entre le Niger et les autres États membres de la CEDEAO ont été fermées. Ces sanctions sont illégitimes, inhumaines et injustes et contreviennent aux objectifs et principes fondamentaux inscrits dans le Traité révisé de la CEDEAO et dans ses actes et protocoles additionnels. Elles sont également contraires aux dispositions de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et de l'article 23 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

121. Ces sanctions illégales ont des effets dévastateurs sur les femmes et les enfants, qui sont privés de leurs droits fondamentaux à la santé et à l'alimentation car la chaîne d'approvisionnement en produits pharmaceutiques et de première nécessité est interrompue. C'est pourquoi la délégation nigérienne se réjouit que la Troisième Commission soit saisie du projet de résolution, qui établit que les mesures coercitives unilatérales sont contraires au droit international, au droit international humanitaire, à la Charte des Nations Unies et aux normes et principes régissant les relations pacifiques entre États. Le Niger exhorte tous les États à ne pas adopter de telles mesures, qui sont contraires au droit international et empêchent les femmes et surtout les enfants de jouir de leurs droits fondamentaux, comme le droit à l'alimentation. Le Niger votera donc pour le projet de résolution et demande à toutes les délégations de faire de même.

122. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/78/L.45.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis,

Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Vote contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Nauru, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Turquie, Ukraine.

S'abstiennent :

Néant.

123. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.45 est adopté par 128 voix contre 54.*

124. **M. Poveda Brito** (République bolivarienne du Venezuela), s'exprimant au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, dit que le Groupe condamne fermement l'application de plus en plus grande de mesures coercitives unilatérales dont le but est de promouvoir des objectifs interventionnistes et

déstabilisateurs de nature politique et économique. Ces mesures empêchent et entravent l'accès aux biens et services essentiels, fixent un prétendu cadre juridique permettant de confisquer les ressources souveraines et pèsent lourdement sur les politiques et les capacités de plus de 30 pays, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme 2030.

125. Il est à la fois immoral et totalement contradictoire que certains États se présentent comme des défenseurs ou des promoteurs des droits humains alors qu'ils commettent massivement des violations et des crimes contre l'humanité par le biais des mesures coercitives unilatérales, qui sont illégales. Malheureusement, ces mesures, qu'elles soient de nature politique ou économique, sont devenues l'instrument privilégié de certains États pour exercer des pressions, en particulier sur les pays en développement, afin d'obtenir des avantages. Elles constituent également une violation massive des droits humains de plus d'un tiers de l'humanité et une attaque directe contre l'un des principaux piliers de l'ONU.

126. Le Groupe exhorte les États à ne pas appliquer de mesures coercitives unilatérales économiques, financières ou commerciales qui entravent la pleine réalisation du développement socioéconomique, en particulier contre des pays en développement, compte tenu des répercussions négatives qu'elles ont sur la pleine jouissance des droits humains.

127. **M^{me} Alonso Giganto** (Espagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union et ses États membres se félicitent que le projet de résolution fasse référence à l'anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutefois, ces modifications ne changent rien à leurs principales préoccupations, raison pour laquelle ils ont voté contre le projet de résolution. L'Union européenne impose des mesures restrictives dans le respect total des obligations que lui imposent le droit international et la Charte des Nations Unies et est l'un des principaux donateurs d'aide internationale dans le monde, notamment à destination de pays frappés de sanctions.

128. Les mesures restrictives imposées par l'Union européenne sont toujours ciblées, suivent une gradation soigneusement établie et visent les personnes responsables de politiques ou d'actes précis. Elles respectent pleinement les principes humanitaires et le droit international humanitaire et sont élaborées de manière à ne pas avoir d'effets néfastes sur la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Aussi l'Union européenne n'impose-t-elle jamais de sanctions sur les produits agricoles et alimentaires, notamment les

céréales et les engrais, ainsi que les médicaments et autres fournitures d'urgence. En outre, ces sanctions ne trouvent application que dans l'espace européen. L'Union européenne et ses États membres s'engagent à collaborer avec l'ONU et tous ses États Membres pour assumer les responsabilités communes qui leur incombent et défendre la Charte, notamment en assurant la promotion et le respect des droits humains.

129. **M^{me} Lundy** (Royaume-Uni) dit que son pays s'oppose au projet de résolution. Les sanctions ciblées s'inscrivent dans une stratégie de politique étrangère globale et proportionnée et sont imposées à des fins précises, pour dissuader et limiter les violations graves des droits humains et les atteintes à ces droits, les infractions au droit international, la prolifération et l'obstruction des processus de paix. En ce sens, il n'y a pas d'incohérence ou de conflit avec la Charte des Nations Unies. Les sanctions autonomes imposées par le Royaume-Uni prévoient diverses exceptions et dérogations, pour autant qu'elles soient opportunes et nécessaires, notamment en faveur de l'aide humanitaire. La délégation britannique continuera de s'opposer systématiquement aux propositions de textes ou aux résolutions visant à donner une idée fausse des sanctions, pour éviter que ne soient propagées des mésinformations qui serviraient des intérêts politiques.

130. **M^{me} Nishihara** (Chili) dit que la délégation de son pays a soutenu le projet de résolution, parce que les mesures coercitives unilatérales sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies et les principes régissant les relations pacifiques entre les États. Elles peuvent avoir des répercussions négatives sur la jouissance des droits humains et sur le libre-échange et la coopération internationale entre les États, compromettant ainsi la réalisation des objectifs de développement durable. En outre, elles touchent souvent de manière disproportionnée les groupes vulnérables et peuvent avoir de graves conséquences humanitaires.

131. Le multilatéralisme, le règlement pacifique des conflits et la tenue d'un dialogue constructif entre les États sous les auspices de l'ONU sont les principes directeurs de la politique étrangère chilienne. C'est pourquoi le Chili est favorable à l'adoption du projet de résolution, ce qui ne veut pas dire qu'il soutient tel régime ou tel individu ayant commis, où que ce soit, de graves violations des droits humains ou atteintes à ces droits et qui est visé par des mesures coercitives unilatérales. La délégation chilienne demande que les débats sur les mesures coercitives unilatérales et leurs répercussions sur les droits humains soient menés avec impartialité et objectivité, et refuse catégoriquement que soit utilisé à des fins politiques un projet de résolution qui, dans l'esprit, doit porter strictement sur la

protection des droits humains des personnes touchées par de telles mesures.

132. **M. Pilipenko** (Biélorus) dit que sa délégation se félicite du projet de résolution. Toutes mesures unilatérales non autorisées par le Conseil de sécurité ou outrepassant cette autorisation et qui ne constitueraient pas des mesures de rétorsion ou des contre-mesures sont illégales au regard du droit international et sont condamnées dans de nombreuses résolutions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale. Le projet de résolution détaille les effets destructeurs qu'ont les sanctions sur les droits humains. Les sanctions économiques, financières et commerciales, ainsi que les embargos sur les expéditions, ont des répercussions néfastes sur l'ensemble de la population du pays frappé de sanctions. Elles aggravent la situation économique du pays, entravent l'accès aux médicaments, à la nourriture et à d'autres produits de base, nuisent au fonctionnement des infrastructures publiques et portent atteinte aux droits humains de l'ensemble de la population.

133. Quoi qu'en dise le représentant des États-Unis, les sanctions unilatérales secondaires sont imposées selon des conditions mal définies, leur réexamen est subordonné à des critères délibérément difficiles à remplir, elles limitent l'accès à la justice dans le cas des sanctions secondaires et posent la question de la compétence extraterritoriale – autant d'éléments négatifs que les partisans de l'instrumentalisation des droits humains à des fins politiques ont omis d'aborder. Dès lors, le Biélorus appelle à un abandon global, sans équivoque et irréversible du recours aux mesures coercitives unilatérales.

134. **M. González Behmaras** (Cuba) demande que le représentant des États-Unis apporte des précisions sur des points qu'il a soulevés concernant le projet de résolution. Celui-ci porte sur les mesures coercitives unilatérales, qui sont très clairement définies dans le texte, et n'a rien à voir avec les situations envisagées au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. En outre, le projet de résolution délimite clairement les mesures coercitives unilatérales concernées, à savoir celles qui vont à l'encontre de la Charte et du droit international. Peut-être que les États-Unis n'ont pas saisi cette différence subtile, mais claire. De plus, le représentant des États-Unis a expliqué que son pays avait demandé le vote et appliquait des mesures coercitives unilatérales pour répondre à des violations supposées des droits humains dans un pays donné. Le représentant cubain se demande où sont les mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis face au génocide commis à Gaza ou si ce pays a une approche sélective des violations des droits humains.

135. Il est faux de dire que les mesures coercitives unilatérales n'ont pas de conséquences humanitaires indifférenciées. L'ensemble de la population cubaine subit quotidiennement les effets très néfastes sur les droits humains du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis de manière injustifiée il y a 60 ans, simplement parce que Cuba voulait être libre et choisir sa propre voie. La seule chose vraie dans ce qu'a dit la délégation américaine lorsqu'elle a demandé qu'il soit procédé à un vote, c'est que les mesures coercitives unilatérales sont utilisées comme un instrument de pression économique, ce qui représente un affront à l'égalité souveraine des États Membres et est donc, par principe, inacceptable. Si tous les États Membres sont égaux, cette égalité doit être respectée, ce qui est très difficile à accepter pour les États-Unis.

Projet de résolution A/C.3/78/L.46 : Le droit au développement

136. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

137. **M. González Behmaras** (Cuba), présentant le projet de résolution au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que le texte reprend en grande partie la résolution adoptée à la soixante-dix-septième session. Le projet de résolution se fonde sur la reconnaissance explicite du droit au développement en tant que droit humain inaliénable et partie intégrante des droits humains fondamentaux dont devraient jouir toutes les personnes. Il traite également des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'exercice du droit au développement.

138. Le Mouvement a décidé de renforcer le libellé sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de demander au Secrétaire général d'aborder la question de la réforme de l'architecture financière internationale dans son prochain rapport. En outre, le texte mentionne la décision que le Conseil des droits de l'homme a prise, dans sa résolution 54/18, de soumettre à l'Assemblée générale, pour examen, négociation puis adoption, le projet de pacte international sur le droit au développement. Bien qu'il s'agisse d'un processus complexe, le Mouvement est déterminé à le mener à bien. Les nouveaux éléments ont été introduits sur la base de négociations transparentes et ouvertes à toutes les délégations et se fondent sur le droit non négociable et sans équivoque au développement, conformément à la résolution 41/128 de l'Assemblée générale et au Programme 2030. En votant pour le projet de résolution, les délégations appuieront la prise en compte et la promotion de ce droit humain, en vertu duquel toutes les personnes et tous les peuples

ont le droit de participer au développement économique, social, culturel et politique.

139. **M. Merron** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que l'engagement en faveur du développement se trouve au cœur même de la politique étrangère des États-Unis. Son pays est le plus grand fournisseur d'aide au monde – il a déboursé plus de 3 750 milliards de dollars depuis la Seconde Guerre mondiale – et reste le plus grand donateur bilatéral, nouant des partenariats avec des pays du monde entier pour appuyer leurs priorités de développement. Au cours des deux années précédentes, l'État américain a investi plus de 100 milliards de dollars pour faire progresser le développement et mobilisé des milliards de dollars supplémentaires pour financer des améliorations dans le secteur privé. En outre, les États-Unis restent profondément attachés à la pleine réalisation du Programme 2030, dans l'optique de faire respecter la dignité inhérente à chaque être humain, et se félicitent de la collaboration internationale qui permet des partenariats de développement plus inclusifs.

140. Bien que l'importance du développement ne fasse aucun doute, la délégation américaine craint que le projet de résolution ne crée un texte préjudiciable, qui élèverait le processus de développement au-dessus des droits humains, précariserait le système des droits humains et nuirait au développement au lieu de le promouvoir. Avec ce projet de résolution, on passe de la prise en compte de l'importance capitale du droit humain au développement à la prééminence du développement sur les droits humains, rompant ainsi l'équilibre existant depuis des décennies entre ces deux impératifs. Le droit au développement qui figure dans le texte semble protéger les États plutôt que les personnes. Or, les États n'ont pas de droits humains ; ils les garantissent aux gens.

141. Le droit au développement n'est consacré dans aucune des conventions relatives aux droits humains, n'a pas de définition convenue au niveau international et n'est pas reconnu comme un droit universel. La délégation américaine s'interroge sur l'instrument juridiquement contraignant proposé et s'inquiète de l'absence de négociations sérieuses à ce sujet et du manque d'adhésion. En outre, cette mention d'un projet de pacte international est inquiétante, car elle laisse entendre que celui-ci serait placé sur le même plan que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Pour cette raison, les États-Unis voteront contre le projet de résolution, même s'ils restent attachés à la pleine mise en œuvre du Programme 2030 sur leur territoire et à l'étranger, afin d'élargir les possibilités économiques, de faire

progresser la justice sociale, de prendre soin de la planète, de promouvoir la bonne gouvernance et de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

142. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/78/L.46.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Türkiye, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie, Ukraine.

S'abstiennent :

Albanie, Andorre, Australie, Canada, Chili, Chypre, Espagne, Géorgie, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Saint-Marin, Slovénie, Uruguay.

143. *Le projet de résolution A/C.3/78/L.46 est adopté par 131 voix contre 26, avec 25 abstentions.*

144. **M^{me} Alonso Giganto** (Espagne), s'exprimant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union et ses États membres sont pleinement déterminés à promouvoir et à soutenir le développement durable conformément aux objectifs de développement durable. L'Union européenne, par le truchement de ses institutions et conjointement avec ses États membres, est responsable de la majorité de l'aide publique au développement apportée dans le monde. En outre, elle préconise une approche fondée sur les droits humains pour assurer un développement inclusif et durable, et met tout en œuvre pour renforcer les capacités de ses pays partenaires afin que ceux-ci puissent s'acquitter de leurs obligations en matière de droits humains, tout en encourageant les réformes législatives et juridiques, la mise en place d'institutions et les activités de sensibilisation, aidant ainsi les titulaires de droits à faire valoir leurs droits. Le droit au développement, qui doit reposer sur le principe selon lequel tous les droits humains sont universels, indivisibles, intimement liés et interdépendants, ne saurait faire l'objet d'un traitement distinct ou servir de prétexte pour justifier la non-protection, la non-promotion ou le non-respect par des États des droits humains.

145. L'Union européenne et ses États membres respectent la décision prise à la présente session de limiter les changements apportés au texte à des modifications techniques, mais la Commission n'a pas eu l'occasion d'examiner comme il se doit le reste du projet de résolution, ce qui fait que nombre des préoccupations de longue date de l'Union européenne et de ses États membres n'ont pas été abordées. Le texte actuel fait également référence aux délibérations du Conseil des droits de l'homme sur un projet d'instrument sur le droit au développement, mais de nombreuses questions et opinions divergentes n'ont pas encore été traitées concernant le fond et la forme de cet instrument. Un travail important doit être fait pour parvenir à un consensus à cet égard, au moyen de négociations transparentes et inclusives.

146. **M^{me} Pizarro-viales** (Costa Rica) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution, réaffirmant son appui total à la Déclaration sur le droit

au développement et à la promesse de faire des droits humains une réalité pour tout le monde. Toutefois, le nouveau paragraphe 7 est préoccupant. Le droit au développement trouve son fondement dans le droit international des droits humains, qui dit que ceux-ci sont universels, indissociables, intimement liés et interdépendants. Par conséquent, les États ont le devoir fondamental de créer des conditions nationales et internationales favorables à la réalisation de tous les droits humains, pas seulement du droit au développement. En outre, aucun État ne peut invoquer l'absence de développement pour justifier une limitation des droits humains, comme le prévoient la Déclaration et le Programme d'action de Vienne.

147. Le Costa Rica s'est abstenu de voter sur la résolution 54/18 du Conseil des droits de l'homme, estimant que les délibérations menées à Genève s'étaient conclues prématurément, la question étant renvoyée à l'Assemblée générale avant que le projet ne fasse l'objet d'un consensus. Si l'on veut un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement qui soit efficace, il faut un large accord sur l'opportunité et le contenu d'un tel instrument. Malheureusement, de très nombreux pays d'Amérique latine ont demandé de ne pas précipiter les débats à Genève, mais ils ont été ignorés. À l'avenir, la délégation costaricienne espère qu'un esprit de dialogue, de coopération et de volonté politique prévaudra, grâce à des négociations inclusives, transparentes et ouvertes, auxquelles la société civile participera sérieusement, en vue de parvenir à un consensus.

148. **M. Escobar** (Argentine) dit que, bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution, il n'y a pas de consensus en ce qui concerne le projet d'instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement. Les discussions auraient dû se poursuivre au Conseil des droits de l'homme, l'organe principal du système des droits humains où se tiennent les délibérations intergouvernementales sur les règles et les normes.

149. **M. Hakobyan** (Arménie) dit que sa délégation attache la plus grande importance au droit au développement ainsi qu'au droit des peuples à l'autodétermination, qui sont étroitement liés, et a donc voté pour les projets de résolution A/C.3/78/L.45 et A/C.3/78/L.46. L'Arménie souhaite toutefois se dissocier du sixième alinéa du projet de résolution A/C.3/78/L.45 et du vingt-quatrième alinéa du projet de résolution A/C.3/78/L.46 qui font référence à la dix-huitième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, dont le document final inclut les discours unilatéraux et contradictoires de

la présidence sortante du Mouvement des pays non alignés.

150. **M^{me} Lundy** (Royaume-Uni) dit que le Royaume-Uni est fier de son rôle moteur dans le domaine du développement international à l'échelle mondiale. Dans ce domaine, il n'y a pas de solution miracle et aucun pays ne peut faire de progrès à long terme sans pouvoirs publics réactifs et compétents qui respectent les droits humains et l'état de droit. Le Programme 2030 est le pilier sur lequel repose le développement sous l'angle des droits humains. Le développement ne peut être durable que si personne n'est laissé de côté ; la seule façon d'atteindre des objectifs aussi ambitieux est de travailler en partenariat.

151. Le Royaume-Uni ne conteste nullement le droit de chaque pays à se développer et à croître sur le plan économique, mais un nouveau traité sur les droits humains n'est pas nécessaire pour y parvenir. La délégation britannique continuera de participer aux négociations de bonne foi, mais le traité proposé dans le texte n'a pas de finalité claire, en particulier en ce qui concerne les nouveaux droits et leurs bénéficiaires. En outre, il n'inclut pas de définition claire du droit au développement, n'est pas axé sur les obligations des États vis-à-vis des personnes relevant de leur juridiction, mentionne diverses normes et principes qui font l'objet de débats dans d'autres enceintes et n'ont pas été approuvés, et ne mentionne pas certains droits humains primordiaux essentiels au développement, en particulier des droits civils et politiques. De plus, la délégation britannique n'est pas d'accord avec l'affirmation faite au vingt-sixième paragraphe du projet de résolution selon laquelle il y aurait une relation entre, d'une part, la capacité des États de protéger les droits humains et, d'autre part, la dette et les obligations financières. Déplorant qu'aucune de ses préoccupations concernant le projet de traité n'ait été prise en compte dans le texte final, elle a donc voté contre le projet de résolution.

152. **M. Oehri** (Liechtenstein), s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Islande et de la Norvège, dit que le Programme 2030 est un programme global pour la réalisation des idées figurant dans la Déclaration sur le droit au développement. Les objectifs de développement durable visent à créer un environnement propice à la réalisation des droits humains de chaque personne, tout en mettant en avant que la paix et l'état de droit sont essentiels au développement et qu'il incombe à chaque État de garantir l'égalité des chances sur la base de la non-discrimination.

153. La Déclaration sur le droit au développement donne suffisamment d'orientations sur ledit droit, qui doit être ancré dans l'objectif commun d'un monde plus

pacifique, plus juste et plus prospère pour toutes et tous, ainsi que dans l'universalité des droits humains. Cependant, la mention d'un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement risque de nuire au consensus et d'entraver la réalisation des objectifs de développement durable. Il est indiqué au paragraphe 7 du projet de résolution que le projet de pacte international a été soumis à l'Assemblée générale ; c'est désormais à elle qu'il appartient de l'examiner et de négocier le document. Les quatre délégations n'ont pas soutenu le projet de résolution, car il pourrait faire plus de mal que de bien pour ce qui est du développement durable et de ne laisser personne de côté. Elles attendent néanmoins avec intérêt des négociations ouvertes et transparentes, auxquelles prendront part tous les États Membres, et espèrent qu'un consensus plus large pourra être trouvé sur le droit au développement, en particulier compte tenu des difficultés causées par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences socioéconomiques.

154. **M^{me} Buist-Catherwood** (Nouvelle-Zélande), s'exprimant également au nom de la Suisse, dit que les deux délégations soutiennent pleinement l'objectif de réaliser le droit au développement pour tout le monde et réaffirment leur appui indéfectible au Programme 2030, qui s'inscrit dans le prolongement de la Déclaration sur le droit au développement. Les droits humains et le développement sont inextricablement liés et c'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de garantir le droit au développement de leurs citoyens. Le projet de résolution inclut toutefois des concepts peu clairs qui risquent de porter atteinte à l'universalité des droits humains et suggère une hiérarchie entre ces droits. Pour faire progresser le droit au développement au niveau mondial, il faut s'efforcer de concilier les divergences d'opinions.

155. Les deux délégations prennent acte du projet de pacte récemment soumis pour examen à l'Assemblée générale, mais un nouvel instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement n'est pas le mécanisme idoine pour avancer. En outre, les traités existants relatifs aux droits humains prévoient déjà une protection complète desdits droits et il n'y a pas de consensus international sur la nécessité de créer un tel instrument. Compte tenu des divergences de points de vue sur le droit au développement et sa réalisation, il est important de travailler main dans la main et de tenir compte de l'opinion de tous les États Membres, en vue de parvenir à un consensus. Pour cette raison, les deux délégations ont voté contre le projet de résolution.

156. **M^{me} Nishihara** (Chili) dit que le Chili tient compte des droits humains dans tous les domaines : civil, politique, économique, social et culturel, y

compris dans le développement. Toutefois, la délégation chilienne s'inquiète de certaines évolutions à Genève et à New York, notamment en ce qui concerne le projet de résolution. Pour qu'un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement soit solide, il faut un large consensus au niveau international et définir avec une clarté absolue le contenu et la portée du droit au développement. La récente décision du Conseil des droits de l'homme de soumettre un projet de pacte international à l'Assemblée générale est regrettable, car aucune des conditions susmentionnées n'est remplie. En outre, le projet de pacte international ne tient pas compte de l'évolution progressive du droit international des droits humains, notamment des avancées significatives liées au genre, et suit une approche sélective des droits humains. Il est regrettable que les pays d'Amérique latine, qui demandaient à Genève un plus grand consensus, aient été ignorés. Pour ces raisons, le Chili s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution.

157. **M^{me} Santa Ana Vara** (Mexique) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution. Le Mexique tient à favoriser un développement complet et inclusif, en particulier pour les personnes en situation de vulnérabilité. Le droit au développement emporte l'obligation pour les États Membres de créer, aux niveaux national et international, les conditions nécessaires à sa réalisation. Néanmoins, la délégation mexicaine a quelques inquiétudes, car le projet de résolution pourrait subordonner à la coopération internationale et les obligations des États dans le domaine des droits humains et la réalisation des objectifs de développement durable. De plus, lors des négociations, la nature du droit au développement, parfois confondu avec les droits économiques, sociaux et culturels, est restée plutôt floue. Le droit au développement ne peut s'exercer que si les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont réalisés et on ne peut prendre prétexte de la non-réalisation du droit au développement pour méconnaître les autres droits. Le Mexique a également des réserves concernant divers éléments du projet d'instrument sur le droit au développement, qui ne sont pas suffisamment clairs ou supposent un recul par rapport aux normes internationales en matière de droits humains. Enfin, la délégation mexicaine reste attachée à la mise en œuvre du Programme 2030, qui est centré sur les personnes et pleinement en phase avec les droits humains.

158. **M^{me} Wallenius** (Canada) dit que sa délégation est favorable à l'idée d'un droit au développement qui accorde une place centrale à la personne, principal acteur et bénéficiaire du développement. En outre, les droits humains doivent être intégrés dans le processus, les résultats et les objectifs de développement, dans le

cadre d'une approche fondée sur ces droits. La promotion des droits humains a un puissant effet multiplicateur sur le développement. Plutôt que de chercher à créer de nouvelles obligations juridiques, comme le propose le projet de résolution, la communauté internationale doit collaborer en vue de partager les meilleures pratiques et renforcer les initiatives existantes, le but étant que les personnes et les communautés réalisent pleinement leur potentiel de développement dans les limites des obligations et des cadres internationaux existants en matière de droits humains.

159. Les programmes de coopération pour le développement devraient favoriser la réalisation des droits humains définis dans les instruments internationaux y relatifs, en renforçant la capacité des États de respecter leurs obligations en matière de droits humains et en prévoyant des activités de sensibilisation à l'intention des titulaires de droits, afin qu'ils connaissent, comprennent et fassent valoir leurs droits. Le Canada reste déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030 et continuera de promouvoir les droits humains, qui sont essentiels si on ne veut laisser personne de côté.

160. **M^{me} Rizk** (Égypte) dit qu'en tant que membre fondateur du Mouvement des pays non alignés, l'Égypte est un fervent défenseur du droit au développement, qui traduit l'universalité, l'interdépendance, l'indivisibilité et l'interconnexion de tous les droits humains. Le devoir de coopération est un principe bien établi du droit international. Par conséquent, le droit au développement doit être abordé comme un droit collectif et individuel. La délégation égyptienne soutient pleinement l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement, qui le placerait sur un pied d'égalité avec tous les droits humains, comme le prévoient la Déclaration et le Programme d'action de Vienne.

La séance est levée à 18 h 10.